

Il ne s'agit pas seulement d'un petit groupe que nous essayons de protéger, mais de tout un secteur de notre industrie agricole, qui a augmenté considérablement au cours des deux dernières années. La consommation accrue des conserves de fruits et de légumes au Canada n'a pas apporté des bénéfices correspondants aux producteurs de ces denrées. Tous les bénéfices provenant de cet accroissement de consommation sont allés aux conserveries américaines qui ont pu ainsi liquider l'excédent de leur production dans notre pays.

J'ai discuté cette question il y a quelque temps avec M. West, attaché agricole adjoint des États-Unis au Canada. Nous avons cherché par quels moyens redresser la situation. Je suis bien d'accord pour étudier le problème avec ces gens. Il ne s'agit pas d'augmenter nos droits de douane au point de nuire à notre commerce, mais je pense que nous devrions rechercher avec les producteurs et les conditionneurs américains les moyens de corriger cet état de choses. Si je comprends bien, les conserveries auront un excédent qu'un revendeur viendra leur acheter pour le déverser ensuite sur le marché du Canada dont la porte est largement ouverte et réaliser ainsi de gros profits. Voilà qui nous fait grand tort.

Je me souviens très bien d'avoir discuté l'an dernier certains des problèmes qui affectent notre commerce avec une délégation des États-Unis. Je crois que cette discussion nous a beaucoup aidés à comprendre la situation. M. West m'en a parlé il n'y a pas longtemps. Voilà une proposition que je voudrais faire pour aider à améliorer la situation.

Bien des gens critiquent disant qu'on subventionne tout, mais si nous jetons un regard sur ce qui se passe dans les pays du monde dont il nous faut soutenir la concurrence, le problème prend un aspect bien différent. J'ai ici la lettre circulaire publiée par les producteurs laitiers du Canada et où il est question du prix du beurre au Royaume-Uni. Le prix du beurre en Grande-Bretagne est à son plus bas niveau depuis une trentaine d'années, et cette situation atteint gravement le producteur de la Nouvelle-Zélande. Pourquoi le producteur de la Nouvelle-Zélande s'en ressent-il? Le producteur néo-zélandais s'en ressent parce que la Finlande vend son beurre à la Grande-Bretagne bien moins cher qu'auparavant. Le prix du beurre en Grande-Bretagne était de 32c. la livre il y a un an et il est maintenant baissé à 23c. J'aimerais

[M. Milligan.]

donner lecture d'un extrait sur les fortes subventions que la Finlande accorde à l'exportation des produits laitiers et des produits de la basse-cour:

L'USDA Foreign Crops and Markets rapporte que les subventions à l'exportation que le gouvernement finlandais accorde à l'égard des produits laitiers et des produits de la basse-cour...

M. le président: A l'ordre! Je regrette d'interrompre l'honorable député, mais son temps de parole est expiré.

(Texte)

M. Deschatelets: Monsieur le président, je désire faire quelques observations concernant les recherches scientifiques dans le domaine agricole.

Si je comprends bien, le ministère de l'Agriculture compte une division comprenant deux services de recherches. Dans le premier, on fait des recherches purement scientifiques. Des spécialistes font, par exemple, des études entomologiques en vue de prévenir la destruction des récoltes par les insectes, des études sur les mauvaises herbes afin d'améliorer la qualité des récoltes, etc. Dans le deuxième, on s'occupe de recherches reliées à l'agriculture proprement dite. Des spécialistes étudient, sur des fermes expérimentales, les meilleurs systèmes de production de certains produits comme, par exemple, la façon la plus économique de procéder à la production des œufs, du lait; on s'y intéresse à la spécialisation des sols, etc.

Si je comprends bien, ces deux services nous coûtent environ 10 millions de dollars chacun, soit une somme totale de 20 millions de dollars par année.

Je tiens à appeler l'attention du ministre de l'Agriculture (M. Harkness) sur ce point très important. A mon avis, si nous voulons augmenter le rendement agricole au pays, tant pour le fermier de l'Ouest que pour les cultivateurs de l'Est et du centre du Canada, il nous faut immédiatement rajuster nos méthodes de recherches, établir une nouvelle coordination des services que nous avons actuellement et donner enfin une impulsion nouvelle, audacieuse et originale à ces différents services de recherches, en vue de trouver le moyen d'augmenter le revenu du fermier et du cultivateur qui sont actuellement coincés entre les deux mâchoires d'un étau, soit une tendance à la baisse des prix des denrées agricoles, d'une part, et la tendance à la hausse du coût de production, d'autre part.

Je désire donc soumettre au ministre de l'Agriculture quelques suggestions qui me paraissent d'un grand intérêt pour l'agriculture en général. Auparavant, je veux rendre hommage au ministre de l'Agriculture du gouvernement précédent qui a le grand mérite